

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 150

A. TITEL

*Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens
en de fundamentele vrijheden;
Rome, 4 november 1950*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1951, 154. Zie voor de ondertekeningen ook *Trb.* 1961, 8, *Trb.* 1964, 163, *Trb.* 1970, 81 en *Trb.* 1974, 215.

Het Verdrag, zoals gewijzigd bij het Derde en het Vijfde Protocol bij het Verdrag, is in overeenstemming met artikel 66, eerste lid, voorts nog ondertekend voor:

Portugal ¹⁾	22 september 1976
Spanje ¹⁾	24 november 1977
Liechtenstein ¹⁾	23 november 1978

¹⁾ Onder voorbehoud van bekrachtiging of aanvaarding.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1951, 154 en *Trb.* 1961, 8. In de op blz. 39 van *Trb.* 1951, 154 afgedrukte vertaling van artikel 15, tweede lid, dient de derde regel als volgt te worden gelezen: „oorlogshandelingen, noch van de artikelen 3, 4, eerste lid, en 7.”.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1954, 151 en *Trb.* 1961, 8.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1954, 151, *Trb.* 1956, 5, *Trb.* 1961, 8, *Trb.* 1964, 163, *Trb.* 1970, 81 en *Trb.* 1974, 215.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten, overeenkomstig artikel 66, eerste lid, van het Verdrag een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa:

Griekenland	28 november 1974
Zwitserland ¹⁾ ²⁾	28 november 1974
Portugal ¹⁾ ³⁾	9 november 1978
Spanje ¹⁾ ⁴⁾	4 oktober 1979

¹⁾ Bekrachtiging van het Verdrag, zoals gewijzigd bij het Derde en het Vijfde Protocol bij het Verdrag.

²⁾ Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

„Réserve portant sur l'article 5

Les dispositions de l'article 5 de la Convention seront appliquées sans préjudice, d'une part, des dispositions des lois cantonales autorisant l'internement de certaines catégories de personnes par décision d'une autorité administrative, et, d'autre part, des dispositions cantonales relatives à la procédure de placement d'un enfant ou d'un pupille dans un établissement en vertu du droit fédéral sur la puissance paternelle ou sur la tutelle (articles 284, 386, 406 et 421, chiffre 13, du Code civil suisse).

Réserve portant sur l'article 6

Le principe de la publicité des audiences proclamé à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention ne sera pas applicable aux procédures qui ont trait à une contestation relative à des droits et obligations de caractère civil ou au bien-fondé d'une accusation en matière pénale et qui, conformément à des lois cantonales, se déroulent devant une autorité administrative.

Le principe de la publicité du prononcé du jugement sera appliqué sans préjudice des dispositions des lois cantonales de procédure civile et pénale prévoyant que le jugement n'est pas rendu en séance publique, mais est communiqué aux parties par écrit.

Déclaration interprétative de l'article 6, paragraphe 1

Pour le Conseil fédéral suisse, la garantie d'un procès équitable figurant à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention, en ce qui concerne soit les contestations portant sur des droits et obligations de caractère civil, soit le bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre la personne en cause, vise uniquement à assurer un contrôle judiciaire final des actes ou décisions de l'autorité publique qui touchent à de tels droits ou obligations ou à l'examen du bienfondé d'une telle accusation.

Déclaration interprétative de l'article 6, paragraphe 3, lettres c et e

Le Conseil fédéral suisse déclare interpréter la garantie de la gratuité de l'assistance d'un avocat d'office et d'un interprète figurant à l'article 6, paragraphe 3, lettres c et e, de la Convention comme ne libérant pas définitivement le bénéficiaire du paiement des frais qui en résultent."

3) Onder de volgende voorbehouden:

„I. L'article 5 de la Convention ne sera appliqué que dans les limites des articles 27 et 28 du Règlement de discipline militaire qui prévoient des arrêts pour les militaires.

Les articles 27 et 28 du Règlement de discipline militaire stipulent respectivement:

Article 27:

- „1. Les arrêts consistent en la réclusion de l'auteur de l'infraction dans des locaux destinés à cette fin, dans un endroit approprié, caserne ou établissement militaire, à bord d'un navire dans un local approprié et, à défaut de ceux-ci, dans un endroit déterminé par l'autorité compétente.
2. Pendant la durée de la peine, les militaires pourront exécuter, entre la sonnerie de la diane et le coucher du soleil, les services qui leur seraient prescrits.”

Article 28:

„Les arrêts de rigueur consistent en la réclusion de l'auteur de l'infraction dans des locaux destinés à cette fin.”

II. L'article 7 de la Convention ne sera appliqué dans les limites de l'article 309 de la Constitution de la République portugaise qui prévoit l'inculpation et le jugement des agents et responsables de la police d'Etat (PIDE-DGS).

L'article 309 de la Constitution stipule:

Article 309:

- „1. Demeurent en vigueur la loi No 8/75 du 25 juillet et les amendements à celle-ci introduits par la loi No 16/75 du 23 décembre et par la loi No 18/75 du 28 décembre.
2. Une loi pourra préciser la qualification pénale des actes visés au paragraphe 2 de l'article 2, à l'article 3, à l'alinéa b) de l'article 4 et à l'article 5 de l'instrument mentionné au paragraphe précédent.
3. Une loi pourra préciser les circonstances atténuantes exceptionnelles prévues par l'article 7 de l'instrument en question.”

[La loi No 8/75 détermine les peines à appliquer aux responsables, fonctionnaires et collaborateurs de l'ancienne Direction Générale de Sécurité (auparavant Police Internationale et de Défense de l'Etat) dissoute après le 25 avril 1974 et établit que la compétence pour le jugement appartient à un tribunal militaire.]

III. L'article 10 de la Convention ne sera appliqué que dans les limites du numéro 6 de l'article 38 de la Constitution de la République portugaise qui détermine que la télévision ne peut être propriété privée.

Le numéro 6 de l'article 38 de la Constitution stipule:

Article 38:

- „6. La télévision ne peut être propriété privée.”

IV. L'article 11 de la Convention ne sera appliqué que dans les limites de l'article 60 de la Constitution de la République portugaise qui interdit le “lock-out”.

L'article 60 de la Constitution stipule:

Article 60:

„Le lock-out est interdit.”

V. L'alinéa b) du numéro 3 de l'article 4 de la Convention ne sera appliqué que dans les limites de l'article 276 de la Constitution de la République portugaise qui prévoit l'établissement d'un service civil obligatoire.

L'article 276 de la Constitution stipule:

Article 276:

- „1. Défendre la Patrie est le devoir fondamental de tous les portugais.
2. Le service militaire est obligatoire dans les conditions et pour la durée prévue par la loi.
3. Les personnes reconnues inaptes au service militaire armé et les objecteurs de conscience effectueront selon le cas un service militaire non armé ou un service civil.
4. Un service civil peut être établi en remplacement ou en complément du service militaire et être rendu obligatoire pour les citoyens exemptés d'obligations militaires.
5. Quiconque se soustrait à l'accomplissement de ses obligations militaires ou civiques ne peut conserver ou obtenir un emploi au service de l'Etat ou d'une collectivité publique.
6. Nul ne peut subir de préjudices dans sa situation, ses avantages sociaux ou son emploi en raison de l'accomplissement du service militaire ou du service civil obligatoire.”

VI. L'article 11 de la Convention ne sera appliqué que dans les limites du numéro 4 de l'article 46 de la Constitution de la République portugaise qui interdit les organisations qui se réclament de l'idéologie fasciste.

Le numéro 4 de l'article 46 de la Constitution stipule:

Article 46:

„4. Seront interdites les associations armées ou de type militaire, militarisées ou para-militaires, ne relevant pas de l'Etat ou des Forces Armées ainsi que les organisations qui se réclament de l'idéologie fasciste.”

4) Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

I. Réserves

Conformément à l'article 64 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'Espagne formule des réserves au sujet de l'application des dispositions suivantes:

1. Les articles 5 et 6, dans la mesure où ils seraient incompatibles avec les dispositions relatives au régime disciplinaire des Forces Armées, qui figurent au Titre XV du 2ème Traité et au Titre XXIV du 3ème Traité du Code de Justice Militaire.

Bref exposé des dispositions citées:

Le Code de Justice Militaire prévoit qu'en cas de fautes légères, le supérieur hiérarchique respectif peut infliger directement des

sanctions après avoir, au préalable, élucidé les faits. La sanction de fautes graves reste soumise à une instruction du dossier de caractère judiciaire au cours de laquelle l'accusé devra nécessairement être entendu. Lesdites sanctions et le pouvoir de les imposer sont légalement définis. En tout état de cause, celui qui a fait l'objet d'une sanction peut faire appel auprès de son supérieur immédiat et ainsi de suite jusqu'au Chef de l'Etat.

2. L'article 11, dans la mesure où il serait incompatible avec les articles 28 et 127 de la Constitution espagnole.

Bref exposé des dispositions citées:

L'Article 28 de la Constitution, qui reconnaît la liberté de se syndiquer, prévoit cependant que la loi pourra limiter ou faire exception à l'exercice de ce droit en ce qui concerne les Forces ou Corps armés ou les autres corps soumis à une discipline militaire et réglera les particularités de son exercice en ce qui concerne les fonctionnaires publics.

L'article 127, dans son paragraphe 1, stipule que les juges, magistrats et procureurs en service actif ne pourront appartenir ni à des partis politiques ni à des syndicats et prévoit que la loi établira le système et les modalités de leur association professionnelle.

II. Déclarations interprétatives

L'Espagne déclare qu'elle interprète:

1. La disposition de la dernière phrase du paragraphe 1er de l'article 10 comme étant compatible avec le régime d'organisation de la radio-diffusion et de la télévision en Espagne.
2. Les dispositions des articles 15 et 17 dans le sens qu'elles permettent l'adoption des mesures envisagées aux articles 55 et 116 de la Constitution espagnole." (*Raad van Europa-vertaling*)

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1954, 151, *Trb.* 1956, 5 en *Trb.* 1970, 81.

Daar Griekenland op 8 januari 1975 een akte van bekrachtiging van het Derde en het Vijfde Protocol bij het Verdrag bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa heeft nedergelegd onder de verklaring dat deze Protocollen met ingang van 28 november 1974 voor Griekenland in werking treden, is Griekenland op 28 november 1978 Partij bij het Verdrag, zoals gewijzigd bij het Derde en het Vijfde Protocol, geworden.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Zie *Trb.* 1954, 151, *Trb.* 1956, 5, *Trb.* 1964, 163 en *Trb.* 1969, 223.

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft op 29 december 1975 onder verwijzing naar de toepasselijk-verklaring van het Verdrag op onder meer de Gilbert- en Ellice-eilanden medegedeeld, dat de Ellice-eilanden op 1 oktober 1975 van

de Gilbert- en Ellice-eilanden zijn gescheiden teneinde een nieuw gebied te vormen met de naam Tuvalu en dat het overblijvende deel van de voormalige Gilbert- en Ellice-eilanden de naam Gilbert-eilanden heeft aangenomen. Dientengevolge moet vanaf 1 oktober 1975 het Verdrag geacht worden van toepassing te zijn op de Gilbert-eilanden en Tuvalu.

Voorts heeft het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland bij nota's van onderscheidenlijk 17 januari 1979, 29 maart 1979 en 27 juli 1979 medegedeeld, dat het Verdrag niet meer van toepassing is op de volgende gebieden, welke onafhankelijk zijn geworden:

de Seychellen, met ingang van 28 juni 1976
 de Britse Salomons-eilanden, met ingang van 7 juli 1978
 Tuvalu, met ingang van 1 oktober 1978
 Dominica, met ingang van 3 november 1978
 St. Lucia, met ingang van 22 februari 1979
 de Gilbert-eilanden¹⁾, 12 juli 1979

¹⁾ Thans geheten: Kiribati.

I. OPZEGGING

Zie *Trb.* 1970, 81.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1951, 154, *Trb.* 1954, 151, *Trb.* 1956, 5, *Trb.* 1961, 8, *Trb.* 1964, 163, *Trb.* 1969, 223, *Trb.* 1970, 81 en *Trb.* 1974, 215.

Voor het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 40.

Voor het op 16 september 1963 te Straatsburg tot stand gekomen Vierde Protocol bij het onderhavige Verdrag zie ook *Trb.* 1978, 174.

Europese Commissie voor de rechten van de mens

Behalve de verklaringen genoemd in *Trb.* 1956, 5, *Trb.* 1961, 8, *Trb.* 1964, 163, *Trb.* 1969, 223 en *Trb.* 1974, 215¹⁾ zijn door de volgende Staten, overeenkomstig artikel 25 van het Verdrag, verklaringen afgelegd tot erkenning van de bevoegdheid van de Europese Commissie voor de rechten van de mens om verzoekschriften in ontvangst te nemen:

Zwitserland 28 november 1974

Voor drie jaar, te rekenen van 28 november 1974

België 1 juli 1975

Verlenging voor twee jaar, te rekenen van 30 juni 1975

- Italië 29 juli 1975
Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 1 augustus 1975
- het Verenigd Koninkrijk van Groot-
Brittannië en Noord-Ierland 9 januari 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 14 januari 1976
- Luxemburg 24 april 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 28 april 1976
- de Bondsrepubliek Duitsland 11 juni 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 1 juli 1976
- het Verenigd Koninkrijk van Groot-
Brittannië en Noord-Ierland 30 juli 1976
Verlenging voor vijf jaar voor de volgende gebieden te rekenen van
14 januari 1976
- het Baljuwschap Guernsey
Belize
de Bermuda-eilanden
de Britse Salomons-eilanden
de Britse Maagden-eilanden
de Cayman-eilanden
de Falkland-eilanden
Gibraltar
de Gilbert-eilanden
St. Helena
St. Lucia
de Turks- en Caicos-eilanden
Tuvalu
Voor vijf jaar, te rekenen van 14 januari 1976
- het Baljuwschap Jersey
- Oostenrijk 4 augustus 1976
Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 3 september 1976
- Denemarken 4 april 1977
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 7 april 1977
- Noorwegen 17 juni 1977
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 29 juni 1977
- België 27 juni 1977
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 30 juni 1977
- Zwitserland 18 november 1977
Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 28 november 1977

1) Vanaf 1 oktober 1975 moet de verklaring afgelegd met betrekking tot de Gilbert- en Ellice-eilanden geacht te zijn afgelegd met betrekking tot de Gilbert-eilanden en Tuvalu (zie rubriek H).

Italië 31 juli 1978

Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 1 augustus 1978

Portugal 3 november 1978¹⁾

Voor twee jaar, te rekenen van 9 november 1978. De verklaring wordt stilzwijgend verlengd met perioden van twee jaar indien het voornemen tot opzegging niet is medegedeeld voor het verstrijken van de lopende periode.

het Koninkrijk der Nederlanden

(voor het gehele Koninkrijk) 22 augustus 1979

van 1 september 1979 tot wederopzegging

De tekst van de Nederlandse verklaring luidt als volgt:

„Le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, déclare que, conformément à l'article 25 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, Convention signée à Rome le 4 novembre 1950, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reconnaît, pour le Royaume en Europe et les Antilles Néerlandaises, à partir du 1er septembre 1979 jusqu'à révocation, la compétence de la Commission européenne des Droits de l'homme d'être saisie d'une requête adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers, qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties Contractantes des droits reconnus dans ladite Convention.

Signé et scellé à La Haye, le 22 août 1979

(s.) A. A. M. VAN AGT

(Ministre des Affaires Etrangères a.i.)”.

Oostenrijk 4 september 1979

Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 3 september 1979

1) Datum van de verklaring, welke bij het nederleggen van de Portugese akte van bekrachtiging werd overhandigd.

Europese Hof voor de rechten van de mens

Behalve de verklaringen genoemd in *Trb.* 1956, 5, *Trb.* 1961, 8, *Trb.* 1964, 163, *Trb.* 1969, 223 en *Trb.* 1974, 215¹⁾ zijn door de volgende Staten, overeenkomstig artikel 46 van het Verdrag, verklaringen afgelegd tot aanvaarding van de rechtsmacht van het Europese Hof voor de rechten van de mens:

- Zwitserland 28 november 1974
Op voorwaarde van wederkerigheid
- België 1 juli 1975
Verlenging voor twee jaar, te rekenen van 29 juni 1975
- Italië 29 juli 1975
Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 1 augustus 1975, en op voorwaarde van wederkerigheid
- het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 9 januari 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 14 januari 1976, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Zweden 20 april 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 13 mei 1976, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Luxemburg 24 april 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 28 april 1976, en op voorwaarde van wederkerigheid
- de Bondsrepubliek Duitsland 11 juni 1976
Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 1 juli 1976, en op voorwaarde van wederkerigheid
- het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 30 juli 1976
Verlenging voor vijf jaar voor de volgende gebieden te rekenen van 14 januari 1976 en op voorwaarde van wederkerigheid
- het Baljuwschap Guernsey
Belize
de Bermuda-eilanden
de Britse Salomons-eilanden
de Britse Maagden-eilanden
de Cayman-eilanden
de Falkland-eilanden

¹⁾ Vanaf 1 oktober 1975 moet de verklaring afgelegd met betrekking tot de Gilbert- en Ellice-eilanden geacht te zijn afgelegd met betrekking tot de Gilbert-eilanden en Tuvalu (zie rubriek H).

Gibraltar
 de Gilbert-eilanden
 St. Helena
 St. Lucia
 de Turks- en Caicos-eilanden
 Tuvalu

Voor vijf jaar voor het volgende gebied te rekenen van 14 januari 1976 en op voorwaarde van wederkerigheid
 het Baljuwschap Jersey

- Oostenrijk 4 augustus 1976
 Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 3 september 1976, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Denemarken 4 april 1977
 Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 7 april 1977, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Frankrijk 3 mei 1977
 Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 3 mei 1977, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Noorwegen 17 juni 1977
 Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 29 juni 1977, en op voorwaarde van wederkerigheid
- België 27 juni 1977
 Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 29 juni 1977
- Italië 31 juli 1978
 Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 1 augustus 1978, en op voorwaarde van wederkerigheid
- Portugal 3 november 1978¹⁾
 Voor twee jaar, te rekenen van 9 november 1978, en op voorwaarde van wederkerigheid. De verklaring wordt stilzwijgend verlengd met perioden van twee jaar indien het voornemen tot opzegging niet is medegedeeld voor het verstrijken van de lopende periode.
- Griekenland 30 januari 1979
 Voor drie jaar, te rekenen van 30 januari 1979, en op voorwaarde van wederkerigheid
- IJsland 13 augustus 1979
 Verlenging voor vijf jaar, te rekenen van 3 september 1979
- het Koninkrijk der Nederlanden
 (voor het gehele Koninkrijk) 22 augustus 1979
 Van 1 september 1979 tot wederopzegging

¹⁾ Datum van de verklaring, welke bij het nederleggen van de Portugese akte van bekrachtiging werd overhandigd.

De tekst van de Nederlandse verklaring luidt als volgt:

„Le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, déclare que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reconnaît, à partir du 1er septembre 1979 jusqu'à révocation, pour le Royaume en Europe et les Antilles Néerlandaises, comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de toute autre Partie Contractante à la Convention ci-dessous mentionnée acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour européenne des Droits de l'homme conformément à l'article 46 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, Convention signée à Rome le 4 novembre 1950, sur toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de ladite Convention.

Signé et scellé à La Haye, le 22 août 1979.

(s.) A. A. M. VAN AGT

(Ministre des Affaires Etrangères a.i.)”.

Oostenrijk	4 september 1979
Verlenging voor drie jaar, te rekenen van 3 september 1979, en op voorwaarde van wederkerigheid	
Spanje	4 oktober 1979
Voor drie jaar, te rekenen van 15 oktober 1979, en op voorwaarde van wederkerigheid	

Uitgegeven de *vijfde* november 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW